



Revue Intelligence Stratégique
Journal des publications scientifiques

Volume 6, numéro 16

Juillet-Décembre 2023

p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488

<https://doi.org/10.62912/>

**INSTABILITE POLITIQUE COMME ELEMENT DEFAVORABLE A L'INTEGRATION
NATIONALE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**

Caleb NYANGASA NDELE

Chef de Travaux et Doctorant en Sciences Politiques et Administratives de l'Université Pédagogique
Nationale/Kinshasa-RDC

RESUME

La RDC est confrontée à plusieurs fléaux lui empêchant de s'intégrer au niveau national. L'instabilité politique est causée par plusieurs années des violences multiformes dont les conséquences sur la gouvernance de l'Etat se sont manifestées notamment par des pillages systématiques des ressources naturelles. Connue comme un des pays les plus riches en termes de ressources naturelles, la RDC a été réduite au simple rang des nations les plus pauvres du monde, ce qui constitue en soi un dilemme dont les causes méritent d'être analysées dans le cadre de cet article.

Mots-clés : *instabilité politique, intégration nationale, RDC.*

ABSTRACT

The DRC is facing a number of problems that are preventing it from integrating at national level. Political instability has been caused by several years of multi-faceted violence, the consequences of which on the governance of the state have manifested themselves in the systematic plundering of natural resources. Known as one of the richest countries in terms of natural resources, the DRC has been reduced to the rank of the poorest nations in the world, which in itself constitutes a dilemma whose causes deserve to be analysed in the context of this article.

Keywords : *political instability, national integration, DRC.*

INTRODUCTION

L'intellectuel congolais, qu'il appartienne à la sphère nationale ou internationale, qu'il soit consultant national ou international, reproduit et nourrit un discours qui l'instrumentalise toujours plus à l'égard du gain personnel, en faveur du statu quo. Devenu politique, il n'hésite pas à jouer la carte de l'ethnicité au profit du conflit identitaire, dans le seul but de se maintenir au pouvoir ou de s'assurer le contrôle des ressources de l'État. Il participe ainsi à la transformation de la conscience nationale en conscience identitaire avec ce que cela laisse augurer de conséquences négatives pour l'institutionnalisation du pouvoir de l'État et de la gouvernance démocratique.

A la conférence de Berlin en 1885, le territoire du Congo est devenu la propriété personnelle du roi belge Léopold II. Ce n'est qu'au début du XX^e siècle que le Congo devient officiellement une colonie belge. Toutefois, à ce visage indéniablement négatif de la colonisation, s'ajoute le développement économique et social du pays qui l'a accompagné avec notamment la construction d'infrastructures (routes, écoles, hôpitaux), rendu possible grâce à une bonne gestion des richesses du pays par les colons belges.

Le 27 janvier 1960, Grand Kallé et l'African Jazz jouent pour la première fois, à l'hôtel Plaza de Bruxelles, « Indépendance Cha Cha ». Le morceau de rumba, qui honore les leaders congolais de l'époque en plusieurs langues lingala, kikongo,... célèbre l'indépendance à venir de ce qui est encore le Congo belge. Quelques heures plus tôt, en effet, ce jour-là, les leaders politiques congolais et les délégués belges réunis au sein de la table ronde ont décidé de la date qui libérera le pays de plus de soixante-quinze ans de colonisation belge. Ce sera le 30 juin 1960.

La réunion, qui, pour les autorités belges, ne devait être que consultative, dépasse finalement toutes les attentes des dirigeants politiques congolais qui ont fait le déplacement. Pendant plusieurs semaines qu'a duré la table ronde, Joseph Kasa-Vubu, de l'Abako, Patrice Lumumba du Mouvement national congolais tout juste libéré de prison et le Katangais Moïse Tshombe ont fait pression ainsi, la Belgique, qui pensait conserver

quelques piliers institutionnels de sa colonie, comme la Défense, les Affaires étrangères et le contrôle de la monnaie, lâche.

Au début d'année 1960, les représentants congolais exultent : l'indépendance n'a pas été octroyée par la Belgique, mais bel et bien conquise par les Congolais eux-mêmes. Patrice Lumumba, un indépendantiste ayant étudié en occident, devient ensuite le Premier Ministre du Président Joseph Kasa-Vubu.¹

Le fait pour les leaders congolais d'avoir focalisé leur attention sur l'élément « richesses de la RDC » a relégué au second plan l'instauration des valeurs qui permettent la construction d'un État fort et capable de mettre à profit lesdites richesses pour l'intérêt supérieur du peuple congolais. Si aujourd'hui la RDC est qualifiée de « géant aux pieds d'argile », ce par rapport à l'absence de l'État qui se traduit entre autres par la perméabilité des frontières, la faiblesse de l'armée, la paralysie des entreprises publiques, la corruption, la clochardisation des enseignants, fonctionnaires et étudiants... Tous ces maux traduisent l'incapacité de l'État à transformer ces richesses potentielles en ressources financières. Certains disent que la voix de la RDC n'est pas écoutée aux Nations Unies, c'est parce qu'en tant qu'Être, la RDC a perdu toute sa personnalité.

Lorsque deux armées étrangères occupant illégalement la RDC, un pays souverain, se livrent une bataille sur son territoire pour le contrôle et l'exploitation de ses ressources naturelles avec la complicité des multinationales des pays occidentaux, dans un contexte de violence caractérisée par le massacre de plusieurs Congolais dans l'indifférence étonnante de toute la communauté internationale, il y a lieu de se poser des questions, même si ce conflit rentre dans le cadre des enjeux de la mondialisation.

L'échec du plan de partition de la RDC élaborée dans des chancelleries occidentales et exécutées par certains États africains est dû, en grande partie, à la résistance affichée par les groupes armés locaux comme

¹ DURAND P. M., « L'ONUC (1960-1964) ou « la plus grande des opérations » : un contre-modèle ? », dans *Relations internationales*, n°127, 2006/3, pp. 53-70.

les Maï-Maï qui ont mordicus défendu leur terre contre toute invasion et qui continuent, pour certains, à le faire de nos jours. Elle est aussi attribuable à la prise de conscience des populations congolaises de vivre ensemble et de refuser toute tentative de recolonisation. Et il faut faire remarquer que la socialisation menée par le régime de feu Laurent Désiré Kabila sur la nécessité de protéger le sous-sol, le sol ainsi que les richesses qui s'y trouvent, de s'organiser et de se prendre en charge, a joué un rôle de premier plan dans cette prise de conscience.

De tous ces éléments évoqués ci-haut, explique, pourquoi la RDC est dans une instabilité politique depuis 1960 à nos jours. C'est l'élément qui nous intéresse dans cette réflexion scientifique. C'est ainsi que cet article est structuré en deux points suivants : background de l'instabilité en RDC et acteurs de l'instabilité politique en RDC.

I. BACKGROUND DE L'INSTABILITE POLITIQUE EN RDC

Au lendemain de l'indépendance en 1960, l'unité salubre des Congolais, avant l'indépendance, présente des grandes fissures. Des désaccords sur la manière d'administrer ce pays divisent. La question, réglée lors de la table ronde par un compromis « à la belge », un Etat central avec des provinces aux compétences élargies, qui disposent d'un parlement et d'un gouvernement provincial, reste sensible. Moïse Tshombé et Joseph Kasavubu plaident pour un Etat fédéral dont les régions ont un grand pouvoir. Patrice Lumumba, unioniste et défend l'idée d'un Etat central fort, diminue de fait l'influence des territoires en dehors de la capitale.

La nomination de Patrice Lumumba, en tant que Premier ministre, à l'issue des élections législatives de mai 1960 qui ont scellé la victoire de son parti, le Mouvement national congolais (MNC), inquiète les partisans du fédéralisme. Le 11 juillet, les divisions idéologiques se concrétisent sur le terrain. Le Katanga, riche province minière du sud du pays représentée par Moïse Tshombé, fait sécession. Une guerre civile éclate. En août vient le tour d'Albert Kalonji. Le président du MNC-Kalonji, écarté du gouvernement central, proclame la sécession de l'Etat du Sud-Kasaï. Le « pari congolais »,

formule utilisée par les autorités belges pour désigner la gouvernance post-indépendance, est perdu.

Les tensions atteignent leur apogée le 17 janvier 1961, le jour où Patrice Lumumba, destitué quelques mois plus tôt au profit du chef d'état-major Joseph-Désiré Mobutu, est assassiné. Si la radio préfère annoncer qu'il a été victime de villageois, l'ancien leader du MNC a en fait été exécuté par un peloton sous les yeux de ministres katangais et d'officiers belges. Après sa mort, plusieurs Premiers ministres se succèdent.

A titre d'exemple, pour l'année 1960, la RDC a connu quatre équipes gouvernementales : le gouvernement Lumumba le 24 juin 1960, suivi de Iléo, le 12 septembre 1960, puis de Ndele, le 20 septembre 1960, et enfin, celui de Bomboko, le 09 février 1961². Depuis cette date, l'instabilité gouvernementale se reproduit en RDC, en particulier à la fin de chaque régime politique.

En 1960, en RDC existait un semblant de démocratie, mais des remaniements ministériels intempestifs, le refus d'accepter une défaite électorale, les amendements constitutionnels au gré des intérêts et de la volonté des gouvernements et l'insatisfaction des besoins primaires ont conduit aux situations conflictuelles. Le pouvoir devient instable et conduit à une situation de non-Etat ou d'affaiblissement de l'Etat (RDC). A cela s'ajoute un autre facteur explicatif : c'est la politique de « diviser pour bien régner » où le pouvoir politique congolais encourage, dans certains cas, des tensions ethniques qui, à la longue, ont déstabilisé le pouvoir lui-même.

II. ACTEURS DE L'INSTABILITE POLITIQUE EN RDC

II. 1. Joseph-Désiré Mobutu et mauvaise gouvernance

La RDC est un Etat en déficit démocratique depuis 1960. Joseph-Désiré Mobutu commandite l'assassinat de Lumumba et accède au pouvoir en 1965 par la force ceci grâce à l'aide de l'Occident qui, ne pouvant tirer profit de la gouvernance de Lumumba, a choisi de le remplacer à la tête du Congo

² TCHETA-BAMPA A. et MANKINDA B., Instabilité gouvernementale en République démocratique du Congo: dépendance au chemin suivi, Université Panthéon-Sorbonne et Université de Picardie Jules Verne, Paris, 2020.

par un personnage plus disposé à défendre leurs intérêts économiques. Ainsi, le pays entre directement dans une période d'instabilité politique qui a des effets négatifs jusqu'à nos jours.

Le 24 novembre 1965, Joseph-Désiré Mobutu chasse le président Kasa-Vubu et s'empare du pouvoir. L'évènement signe pour tous les Congolais le début d'une ère triste, qui va durer trente-deux ans. En 1971, l'ancien journaliste devenu militaire change de nom, il faut, désormais, l'appeler Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu Wa Za Banga (Mobutu le guerrier qui va de victoire en victoire sans que personne ne puisse l'arrêter), une initiative personnelle qu'il s'appliquera finalement à mettre en place dans tout le pays autour du concept dit de l'authenticité.

Ainsi, le Congo devient le Zaïre, Léopoldville devient Kinshasa et Élisabethville s'appelle désormais Lubumbashi. Les Congolais aux noms francophones sont obligés à choisir de nouveaux prénoms et l'abacost (A bas le costume) est imposé comme tenue vestimentaire aux hommes en lieu et place du costume-cravate. Selon Mobutu, lors d'un entretien télévisé à la RTBF en 1972, les Zaïrois doivent « être tels qu'ils sont, mais pas comme on voudrait qu'ils soient ».

Ce concept sera élargi en 1973 à l'économie du pays, à travers la « zaïrianisation ». Une politique de préférence nationale est instituée. Les autorités chassent les opérateurs économiques étrangers et nomment à leur place des Zaïrois. L'objectif affiché, La réappropriation nationale de l'économie et la redistribution des richesses acquises pendant la colonisation. « Une révolution culturelle version congolaise [...] à ses débuts bien perçus », écrit le journaliste Hervé Bourges dans son ouvrage *Dictionnaires amoureux de l'Afrique*. Avant d'ajouter que, même si Mobutu a eu « le talent de faire émerger chez ses compatriotes un sentiment d'appartenance nationale », « on sait désormais qu'il s'agissait d'un tiers-mondisme illusoire et d'un mensonge »³. Car, avec la présidence Mobutu, la corruption se généralise et à partir de 1973, le pays pâtit de la baisse des prix du cuivre et de

³ NICOLETTA, *De 1960 à aujourd'hui, 5 temps forts de l'histoire de la République Démocratique du Congo*, John Wessels, AFP, Bruxelles, 25 juin 2020.

l'augmentation de ceux du pétrole. La crise économique appauvrit les Congolais pendant que le chef d'Etat privatise de nombreuses entreprises à son nom ou au nom de ses proches.

Du côté politique, le président, qui cumule les fonctions de Premier ministre, de chef de l'armée et de législateur, s'appuie sur son parti-État, le Mouvement populaire de la révolution (MPR), pour mater toute l'opposition. Un autoritarisme que « le roi léopard » maintient jusqu'à la fin des années 1980 avec la lettre de 13 parlementaires. En 1990, Mobutu Sese Seko annonce le 24 avril, dans son « discours de la démocratisation » une série de réformes politiques, dont l'abandon de la présidence du MPR, l'avènement du multipartisme et des élections d'ici à deux ans. Un Premier ministre sera même nommé fin avril.

Ce vent de changement se poursuit à la Conférence Nationale Souveraine (CNS) qui s'est étalée sur une année et demie au Palais du Peuple. Elle avait réuni les délégués représentant toutes les couches de la population (les partis politiques, la société civile, les groupes professionnels et l'armée), la diaspora et toutes les régions. Après de multiples péripéties et controverses juridiques, entre l'opposition et le pouvoir, Mobutu signe l'Ordonnance n°91-070 portant la création et la composition d'une Conférence Constitutionnelle. Mais face aux nombreuses manifestations populaires de protestation et de pression, Mobutu céda et signa l'Ordonnance n°91-097 instituant la Conférence Nationale.

C'est dans un climat de crise et de rudes épreuves (les menaces et les attaques nocturnes des délégués à la Conférence Nationale, la corruption de ces derniers, les campagnes d'intoxications mensongères, etc.) que Mobutu signera à la fin, l'Ordonnance n°91-020, relative à l'immunité des délégués à la Conférence Nationale et l'Ordonnance n°91-021 reconnaissant la souveraineté de la Conférence Nationale. L'objectif de la Conférence Nationale Souveraine était que les citoyens analysent la situation du pays et qu'ils trouvent les solutions idoines aux crises (instabilités) du pays. Les résolutions de la CNS n'ont pas pu être d'application, car le président Mobutu perpétra le Coup d'Etat militaire du premier décembre 1992.

En effet, ce dernier suspend la CNS, il refuse de reconnaître et de permettre l'application des résolutions. Par la suite, il réinstaura une nouvelle dictature de 1992 à 1997. « A l'opposé, Mobutu Sese Seko s'est méthodiquement employé à faire échouer la conférence nationale zaïroise aux seules fins de garder le pouvoir qu'il le perdra par la guerre ».

II. 2. Laurent-Désiré Kabila

II. 2. 1. Laurent-Désiré Kabila et alliance des acteurs aux agendas différents

En 1994, le génocide des tutsis par les hutus au Rwanda déchire le pays et lorsque la situation s'est inversée, près d'un million de hutus rwandais dont certains complices de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité pendant le génocide vont trouver refuge dans les Nord et Sud-Kivu.

Au Zaïre comme hors de ses frontières, la rébellion s'organise. En réalité, on a assisté en 1996 est l'occupation de l'est de la RDC par les troupes armées rwandaises, burundaises et ougandaises. La RDC était donc victime d'agressions-rébellions perpétrées par ces pays voisins. Cette agression planifiée depuis plusieurs mois était l'œuvre des Occidentaux. Pour accréditer la thèse de la rébellion, il sera fait appel à un ancien rebelle congolais, Laurent Désiré Kabila qui va, de concert avec quelques individus, créer la fameuse Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL). Bien que présentée plus tard comme un mouvement rebelle se proposant de libérer le peuple congolais de la dictature mobutienne, l'AFDL est demeurée une nébuleuse composée de plusieurs groupuscules poursuivant des objectifs différents et même contradictoires.

Les enjeux et la complexité de cette guerre ainsi que l'implication des puissances occidentales ne permettent pas d'avancer une ou des raisons de type moniste qui expliqueraient le déclenchement de cette guerre. Il existe des raisons fondamentales, des raisons officielles, un facteur catalyseur, des facteurs favorables et un prétexte. Les raisons fondamentales ayant motivé le déclenchement de cette guerre sont de deux ordres : d'une part, la création d'un Tutsiland en RDC en vue de résoudre les problèmes démographiques et économiques du Rwanda et le souci de l'Occident de perpétuer l'exploitation des richesses du Congo ainsi que de placer ce pays sous la tutelle de la

communauté internationale, d'autre part. Ces raisons fondamentales étaient évidemment inavouées ou cachées.

A la place, ce sont des raisons officielles qui étaient souvent mises en exergue, notamment chasser Mobutu du pouvoir et mettre fin aux immixtions intempestives de son régime dans les affaires des pays voisins.

Pour y arriver, il fallait que les planificateurs de cette guerre disposent d'un élément catalyseur. Cet élément, c'est la présence des réfugiés Hutus à l'est de la RDC, parmi lesquels se trouvaient aussi les génocidaires de 1994, mais dont la pénétration sur le sol congolais a été permise par la communauté internationale et récusée par le Gouvernement de Kinshasa de l'époque. Par ailleurs, les facteurs favorables à la réussite de cette guerre étaient déjà réunis : l'effondrement du bloc de l'est et la fin de la bipolarisation, auxquels il faut ajouter la faiblesse de l'armée congolaise et la maladie de Mobutu. Et le problème de la nationalité des Banyamulenge servira de prétexte pour déclencher effectivement les hostilités.

L'évolution des événements dans la région des grands lacs a démontré néanmoins que les motivations économiques ont beaucoup pesé dans la décision visant à attaquer la RDC. C'est ainsi que parlant de la guerre dite « de libération » du Congo, Marysse discutait de deux thèses radicalement différentes qui s'affrontaient concernant le poids des différents acteurs. La première portait sur le « redessinement » de l'Afrique par les Africains eux-mêmes. Elle était soutenue par Nyerere qui déclarait dans le *Monde diplomatique* que la guerre « de libération » du Congo était du début à la fin une affaire des Africains, et que les Occidentaux ont été quasiment impuissants pour la mener. L'autre thèse est celle de l'Afrique des comptoirs.

Le journal *Executive Intelligence Review* a essayé de démontrer, dès les années 1994, que les grands intérêts miniers mondiaux organisés sous l'appellation « Club des Isles » manipulent en coulisses aussi bien la politique des États-Unis que la mise en place ou le renforcement d'un leadership africain propice à leurs intérêts économiques.

Et d'après Marysse, la deuxième thèse (celle des intérêts miniers) semble plus plausible que la première. La course aux richesses du Congo (et

plus particulièrement à la rente minière) est l'une des motivations profondes ayant conduit au déclenchement de la guerre. C'est en effet certain que sans l'appui plus ou moins couvert de l'extérieur (intérêts miniers, pays occidentaux, institutions financières internationales), le Rwanda et l'Ouganda n'auraient jamais réuni les moyens nécessaires pour mener cette guerre. Cette thèse a été d'ailleurs confirmée par les événements tout à fait singuliers survenus en RDC après le déclenchement de la deuxième guerre le 02 août 1998.

Le 17 mai 1997, Laurent-Désiré Kabila, ancien marxiste congolais, prend le pouvoir par la force à Kinshasa. Le vent d'espoir qui avait soufflé lors des dernières années de l'ère Mobutu a vite tourné. Le multipartisme est supprimé et une nouvelle Constitution met le président à la tête des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Laurent-Désiré Kabila est aussi chef de l'armée, de l'administration et de la diplomatie.

Pour beaucoup, ce remaniement des cartes du pouvoir aurait de nouveau été perpétrées par l'occident par l'intermédiaire du Rwanda de Kagamé, soupçonné d'avoir fourni une aide militaire au rebelle Kabila en échange d'accords sur l'exploitation des ressources naturelles congolaises.

Après deux ans passés au pouvoir, Laurent-Désiré Kabila prend ses distances vis-à-vis de Kagamé, le pays s'engage rapidement dans un conflit meurtrier. Car le nouveau chef d'État fait volte-face en 1998 et rompt avec ses anciens alliés rwandais et ougandais. En août, des révoltes éclatent dans le Kivu, à l'est. Elles dégénèrent vite en conflit régional : les forces gouvernementales, soutenues par l'Angola, la Namibie et le Zimbabwe, s'opposent à des rébellions appuyées par le Rwanda et l'Ouganda. La « Première Guerre mondiale africaine » fera 4 à 4,5 millions de personnes, selon l'International Rescue Committee. Elle durera jusqu'en 2003. Entre-temps, Laurent-Désiré Kabila est assassiné, le 16 janvier 2001, et remplacé par son fils, Joseph, 28 ans, pour une période de transition.

II. 2. 2. Nationalisme mal perçu par l'Occident

Lorsque le Président Laurent Désiré Kabila accède au pouvoir le 17 mai 1997, il se fait passer auprès de l'opinion interne et internationale pour

un nationaliste. Ce nationalisme se remarque notamment à travers ses nombreuses prises de position vis-à-vis du régime déchu et de l'Occident. Il se traduit par des expressions du genre « Nous avons créé l'AFDL comme mouvement pour la libération de notre pays, dirigé par un État anti-peuple, dont la mission était de défendre des intérêts étrangers... », « les Comités du pouvoir populaire (CPP) ont un grand avenir dans ce pays. Le peuple congolais a longtemps travaillé pour des intérêts étrangers. Il est temps qu'il travaille pour ses propres intérêts... », « ...Nous voulons développer notre pays et promouvoir des échanges avec les autres pays. Mais nous empêchons la spoliation de nos richesses ».

Ces propos, sélectionnés parmi tant d'autres, reflètent un nationalisme de possession dont les sources sont à rechercher dans le pillage des richesses naturelles de la RDC par certaines puissances occidentales par le biais d'un régime dictatorial qu'elles avaient établi et soutenu pendant 25 ans. Devant la misère engendrée par ce pillage, le nationalisme de possession (qui est aussi de contestation ou de rejet), apparaissait comme un moyen efficace pour lutter contre l'influence abusive de l'Occident sur le nouveau régime et mettre les richesses nationales à l'abri de toute exploitation étrangère.

Comme toujours, l'occident ne n'a pas approuvé ce discours, soutenu plutôt par la population. Un peu plus d'une année seulement, après l'instauration du nouveau régime, soit le 2 août 1998, la RDC était l'objet d'une agression qui s'est soldée par l'occupation illégale de sa partie Est par les troupes armées rwandaises, ougandaises, burundaises ainsi que par les multinationales minières étrangères. L'exploitation illégale des ressources minières par ces pays et les multinationales dont il est question dans la partie du territoire sous leur contrôle, est la preuve éloquente des motivations économiques qui sous-tendent cette occupation.

Comme on peut le constater, ni le nationalisme de possession tel qu'exprimé dans les différentes déclarations du Président Kabila, ni les Comités du pouvoir populaire, et encore moins les Forces d'autodéfense populaire (bras armé des CPP), créées plus tard, n'ont résisté à l'invasion des

multinationales. Le nationalisme de possession n'a pas empêché à ces dernières de spolier les ressources minières de la RDC, dans l'indifférence d'ailleurs de la communauté internationale qui a semblé cautionner cette malheureuse situation.

Il apparaît donc clairement que le processus de mondialisation est en train de modifier les relations internationales et le droit international dans la mesure où les richesses que possède un Etat peuvent être prises par un autre Etat qui est plus fort que lui dès lors qu'il en a besoin, même par Etats interposés ou les sociétés multinationales.

Dans les relations internationales marquées par la mondialisation, ce qu'un Etat possède n'impressionne plus, on peut le prendre comme on veut si cet Etat est faible, parce que même le conseil de sécurité, qui est d'ailleurs lui-même un agent de la mondialisation, est incapable de le protéger. La RDC offre à cet effet un exemple significatif.

II. 2. 3. Joseph Kabila et alternance pacifique en RDC

Joseph Kabila succède Laurent-Désiré Kabila, mais malgré de nombreuses tentatives d'accords de paix, la guerre n'est toujours pas achevée et le pays reste à la merci des mouvements d'alliances entre factions rebelles dont les revendications et allégeances se font de plus en plus floues.

En décembre 2006, Joseph Kabila est élu président au second tour devant Jean-Pierre Bemba avec 58% des voix, lors des premières élections libres de la RDC depuis l'indépendance. Cinq ans plus tard, Joseph Kabila réitère. La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) le proclame président, avec 48,95 % des voix.

Malgré les irrégularités relevées par les observateurs indépendants et la contestation du chef de file de l'opposition Etienne Tshisekedi de l'UDPS, Joseph Kabila conserve le fauteuil présidentiel. Une place qu'il s'évertuera à conserver à partir du 19 décembre 2016, date qui signe pourtant la fin de son mandat présidentiel. Des manifestations réclamant son départ sont sévèrement réprimées (la mort Rossy Tshimanga, Thérèse Kapangala, etc.). Mais Joseph Kabila pour se maintenir au pouvoir déclare, à travers ses services, que le pays est dans l'incapacité logistique d'organiser des élections.

Une justification qui arrange bien, qui, pendant ce temps-là, peut conserver le pouvoir.

Le 5 novembre 2017, après deux reports, la CENI annonce une date pour des élections. Ce sera le 23 décembre 2018. Joseph Kabila, sous pression de la Communauté internationale et interdit par la Constitution de se présenter à un troisième mandat, annonce ne pas être candidat. Il désigne à sa place un dauphin, Emmanuel Ramazani Shadary. L'opposition, qui fait bloc au début, se divise. Félix Antoine Tshisekedi, avec l'appui de Vital Kamerhe, se désolidarise de Martin Fayulu, soutenu notamment par Jean-Pierre Bemba et le Katangais Moïse Katumbi, dont les candidatures n'ont pas été acceptées par le pouvoir. C'est finalement la coalition du fils d'Étienne Tshisekedi, Cap pour le changement (CACH), qui l'emporte, après des semaines de controverses.

Depuis le 24 janvier 2019, date de son investiture, Félix Tshisekedi accède au pouvoir avec la contestation de Martin Fayulu qui se déclare être le vainqueur des élections du 23 décembre 2018.

La persistance de l'instabilité en RDC et les difficultés à améliorer la situation malgré plusieurs tentatives d'accords de paix relève de plusieurs facteurs sous le règne de Joseph Kabila.

a. Attrait des ressources

L'explication la plus souvent avancée est liée aux nombreuses ressources dont dispose le pays. Ces ressources font le malheur du pays, car elles attirent les convoitises, à la fois des groupes armés et des investisseurs étrangers. Les groupes armés profitent de la faiblesse des forces gouvernementales et de leur lenteur, en termes, de réaction pour prendre possession des mines par la force ; leur mode opératoire est souvent des plus simples : ils exterminent les villageois récalcitrants et exploitent les plus dociles pour extraire les minerais et autres ressources disponibles, les payent une misère puis revendent ces matières premières au plus offrant.

C'est ainsi que les multinationales étrangères ont, durant toutes ces années, été servi par les rebelles en matière première à bas prix mais payées

par le sang des Congolais. Il est clair que les richesses de la RDC sont littéralement pillées et volées par les multinationales étrangères dont le Rwanda est le sous-traitant, et l'injustice de cette situation n'a d'égal que leur impuissance et leur résignation.

Dans cette partie du pays, le conflit reste une activité lucrative avec les trafics de minerais. Cette activité dégage de l'argent qui alimente l'achat des armes et nourrit les groupes rebelles, les groupes militaires des pays voisins et les multinationales. Ces dernières exploitent les minerais, participent et financent la guerre en mettant des équipements militaires à la disposition des rebelles.

Le 2 août 1998 éclate une seconde guerre en RDC. Celle-ci « vise de la part des mêmes agresseurs (entendez les Rwandais, les Ougandais et les Burundais) à mieux concrétiser les objectifs de la première guerre, c'est-à-dire : mettre au pouvoir, à Kinshasa, un homme de paille servant les intérêts des États-Unis d'Amérique, du Rwanda et de l'Ouganda. Or, Laurent-Désiré Kabila n'était pas l'homme qu'il fallait, son scénario à lui, il voulait le jouer seul ».

Il importe de faire remarquer que les multinationales ont été encore plus impliquées dans le déclenchement de ces hostilités. Voici en quels termes s'exprime Baracyetse à ce sujet : à la chute du régime Mobutu, des accords signés entre son gouvernement et certains (cartels) ont été reconduits par le nouveau pouvoir (celui de Kabila), d'autres ont été annulés et proposés à de nouvelles sociétés.

Comme le pays est toujours astreint à une guerre financée par les puissances occidentales en quête de l'or, du diamant, du cobalt, du manganèse, de l'uranium et des autres minerais qui accompagnent toujours le cuivre, tels le zinc, le germanium, l'argent, le plomb, le fer... les transnationales minières se bousculent entre les rebelles et les gouvernements pour accaparer les meilleures parts, veillant à rester du côté du vainqueur et en forçant le destin si nécessaire. Avec un mépris total des populations.

Le « remplacement de l'ancien ordre politique de Mobutu, dépourvu d'infrastructures économiques, de moyens financiers, de forces armées et entièrement instrumentalisé par l'American Mineral Field Inc. (AMFI), constituait l'objectif premier du conflit parrainé par les USA.

D'autres groupes financiers internationaux sont intéressés par l'exploitation des ressources minières du Congo : la Consolidated Eurocan Corporation (BGC), l'Anglo-american Corporation (AAC) d'Afrique du Sud, la plus importante compagnie minière du monde, abstraction faite des pétroliers. La guerre du Zaïre (RDC) fut présentée comme une guerre interne de libération politique pour destituer le Maréchal Mobutu. L'AMFI apporta un appui financier, militaire et logistique déterminant aux organisations coalisées au sein de l'AFDL.

Aujourd'hui, les armes, les munitions, les équipements militaires sophistiqués qui ont permis à l'AFDL de remporter la victoire sur les forces armées congolaises, continuent d'être mis à la disposition du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi par la même société AMFI, dans la guerre que ces trois pays mènent au Congo.

La présence de ces multinationales dans la région sous occupation, celle des Rwandais, des Ougandais ainsi que le pillage des ressources naturelles de la RDC par eux, ont été réaffirmées et reconnues par le Conseil de sécurité de l'ONU. En effet, le groupe d'experts de l'ONU ayant travaillé sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes de richesse de la RDC a été formel : Entre septembre 1998 et août 1999, les zones occupées de la RDC ont été dépouillées de tous leurs stocks : stock de minerais, de produits agricoles, forestiers et de bétail. Quelle que soit la nationalité du piller, le processus était le même : des troupes burundaises, ougandaises, rwandaises et/ou des soldats du Rassemblement Congolais pour la Démocratie, commandés par un officier, visitaient les fermes, les usines et banques, se faisant ouvrir portes et coffres par la direction. Ordre était donné aux soldats de charger les produits et les biens sur les véhicules de l'armée⁴.

⁴ Rapport du groupe d'experts du 12 avril 2002.

Dans le deuxième rapport où les experts dénoncent le changement de tactique dans le pillage des ressources de la RDC par la création des réseaux d'élites, il est dit, entre autres, ceci : Le conflit régional qui a fait converger les armées de sept pays africains vers la RDC a perdu de son intensité, mais les micro-conflits étroitement imbriqués qui en ont découlé persistent. Ils sont alimentés par la convoitise des minerais, des produits agricoles, de la terre et même des recettes fiscales.

Les groupes criminels associés aux armées rwandaise, ougandaise, zimbabwéenne et au gouvernement de la RDC... ont mis sur pied une économie de guerre qui s'autofinance et est axée sur l'exploitation des minéraux⁵. Le mérite de ces deux rapports est d'avoir révélé que certains Congolais ont participé au pillage des ressources de leur pays, devenant par ce fait des agents de la mondialisation.

b. Une armée faible

L'assassinat de Laurent Kabila par des militaires de sa garde montrent à quel point le danger en RDC provient facilement d'une armée qui traîne derrière elle une longue histoire de déstabilisation ». La RDC est en présence d'une armée hétéroclite avec des cadres fidèles au parti ou d'appartenance ethnique et minée par l'affairisme. « Le régime repose dans une large mesure sur l'usage de la force brute et la menace de la répression, et cependant l'armée y est indisciplinée, corrompue, très peu efficace ».

L'armée congolaise se retrouve au cœur des maux qui minent le pays. « C'est une armée où rien n'est écrit, sans organisation, sans règlement militaire, sans ministre de la Défense, où le chef de l'Etat est censé tout gérer, mais ne peut matériellement le faire.

Depuis la période de Mobutu, jusqu'à nos jours, les différents régimes se sont toujours reposés sur l'armée avec l'usage de la force brute, la répression et cependant elle est peu efficace. Elle est au cœur de l'économie de guerre. « Tout ce que le Congo comporte comme bandes armées, y compris d'ailleurs des soldats de l'armée nationale, est impliqué directement

⁵ Rapport du groupe d'experts du 16 octobre 2002.

ou indirectement dans cette économie comme l'attestent de nombreux rapports et études menées sur le terrain qui soulignent aussi les « coopérations » et les « ententes » qui ont lieu entre elles ».

L'armée congolaise est infiltrée de tous côtés par des ennemis et dont les prétendants à la présidence de la République doivent faire attention. « Sans une armée digne de confiance, le pays va droit dans l'impasse. En effet, le travail de sabotage des réformes du secteur de la défense couplé avec la dissimulation dans les rangs de l'armée des soldats étrangers (rwandais et ougandais principalement), condamne le Congo à la paralysie sur le plan militaire ».

Faute de réformes abouties, l'armée congolaise est une force vermoulue, profondément rongée par les mêmes maux depuis des décennies. « En ce qui concerne les effectifs, la morphologie de l'armée congolaise est celle d'une pyramide inversée avec deux officiers ou sous-officiers pour un soldat de troupes, et une pléthore de généraux ».

L'armée congolaise est constituée d'un groupe disparate d'hommes aux intérêts divergents, qui faute d'être payés n'hésitent parfois pas à se livrer aux mêmes exactions que les rebelles qu'ils combattent. La faiblesse de cette armée ne permet donc pas de répondre aux attaques rebelles de manière suffisamment sévère pour faire faiblir les combats. De plus, le « brassage » organisé par Kabila se résume bien souvent à l'intégration de rebelles aux FARDC en échange d'une somme d'argent ou de postes importants, un octroi de privilèges qui n'est pas pour rien dans l'apparition continue de nouveaux groupes armés, avides de pouvoir et d'élévation sociale.

c. La situation politique en RDC de 2001 à 2011

Joseph Kabila a accédé au pouvoir depuis 2001, il a été élu en 2006 puis réélu en 2011. Tout au long de son mandat, il avait la majorité absolue à l'assemblée. Ce qui lui a permis de modifier la constitution à son avantage pour les élections de 2011. Toutefois, elle fut toujours contestée, notamment par les Congolais eux-mêmes qui déplorent la corruption de son gouvernement et le favoritisme systématique qu'il opère en faveur de son

ethnie, mais également par la communauté internationale qui par l'intermédiaire de John Kerry a dissuadé Kabila de briguer un troisième mandat.

La présidence de Kabila était également entachée de fraude, ce qui n'a pas permis de stabiliser la situation politique de la RDC. En 2006, il a bénéficié d'un fort soutien populaire dans beaucoup de régions, notamment au Katanga et au Kivu, mais en 2011 ce soutien n'était que marginal. Sa victoire, si l'on en croit les résultats officiels, a été écrasante. Les Congolais sont conscients des fraudes, des bourrages d'urnes et de la malhonnêteté de ceux qui les gouvernent, mais le sentiment d'impuissance domine. Kabila dirige l'armée, la police, et n'hésite pas à s'en servir pour réprimer durement les voix contestataires qui osent murmurer leur indignation. Malgré le nombre de témoins qui ont pu constater la défaite dans les urnes de Kabila en 2011, nul n'était en mesure de l'empêcher de se présenter à nouveau.

Face à cet autoritarisme, les partis d'opposition étaient restés impuissants. Même si le soutien populaire ne leur faisait bien souvent pas défaut, ils étaient souvent peu armés pour faire face au parti au pouvoir. L'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS), principal parti d'opposition qui prônait le nationalisme et le retour au pouvoir des « vrais » congolais souffrait ces dernières années d'un manque de leadership.

En conséquence, personne ne semble pouvoir incarner et unifier suffisamment l'opposition pour que sa voix pèse sur la scène politique et que les revendications de milliers de Congolais qui la soutiennent soient enfin prises en considération. En outre, l'action des partis d'opposition étaient considérablement freinée par la répression orchestrée par la majorité au pouvoir. Malgré un pluralisme de façade, la plupart des manifestations et meetings politiques étaient interdits, les arrestations et détentions arbitraires (accompagnées de tortures) de membres de l'opposition étaient monnaie courante. Être actif politiquement constituait un réel danger pour les militants de l'opposition et pour leur entourage qui vivaient dans une insécurité permanente.

L'opposition au régime de Kabila n'était pas que politique, elle a pris parfois la forme de marches populaires qui rassemblaient de nombreux citoyens congolais désireux d'exprimer leur mécontentement, mais aussi d'interpeller la communauté internationale pour provoquer une réaction de sa part, comme une mise en application de ses principes de respect des droits de l'homme. Des associations cherchaient également à mettre en place des groupes de parole, de réflexion et d'action pour organiser une résistance et faire bouger la situation, mais ces initiatives comme les marches populaires restaient fortement muselées par le gouvernement et très risquées pour les participants.

Pour autant, contrairement à d'autres pays comme la Côte d'Ivoire qui compte des artistes militants comme Alpha Blondy ou Tiken Jah Fakoly, le milieu de la musique, si importante en RDC, était moins militant que corrompu et achetait par le gouvernement, si bien qu'une des actions les plus importantes de la diaspora congolaise en France a été d'empêcher la tenue de leurs concerts en signe de réprobation.

La lutte politique et citoyenne contre la mal gestion du gouvernement était aussi rendue complexe et risquée par le peu de cas qui était fait de la liberté d'expression en RDC. Les seuls médias qui couvraient l'ensemble du territoire national étaient ceux contrôlés par le gouvernement et personne n'était dupe quant à leur neutralité et à leur indépendance : leurs programmes vantaient constamment les projets et grands travaux de Kabila (victoire contre une milice à l'est, construction d'infrastructures, etc.) mais n'évoquaient jamais les défauts pourtant nombreux de sa politique.

Il existait de petits médias indépendants, mais leur durée de vie était souvent éphémère du fait des menaces, arrestations ou suspension des programmes qui pesaient sur les médias et journalistes qui osaient « démoraliser les soldats ou la population », selon le prétexte officiel qui était mentionné dans les directives du gouvernement.

d. Classe politique congolaise

Pour Mgr Monsengwo, la classe politique traverse une « crise éthique ». Pour lui, les « antivaleurs » du temps de Mobutu n'ont pas disparu, qu'il

s'agisse du vol, de la corruption, des exactions, de l'illégalité et de l'impunité. « La faiblesse de la classe politique s'explique, selon l'ancien président du Parlement de la transition sous la période Mobutu, l'archevêque de Kisangani, Mgr Laurent Monsengwo, par « la difficulté à respecter la parole donnée de la part de nombre de politiciens congolais ».

Pour le prélat, « On a presque l'impression qu'il y a un culte de la médiocratie dans le pays ». « La versatilité des acteurs politiques est telle que nombre d'entre eux semblent avoir le caméléon pour totem. Les politiques congolais ont d'ailleurs inventé l'expression « vagabondage politique » pour décrire leurs propres mœurs. Même quand les formations politiques ont un programme, elles ne font guère pour la populariser.

Dans les discours des acteurs, il est fort peu question des modèles, d'idéologie mais, plus de personnes et d'origines. Les parlementaires de l'opposition comme de la mouvance présidentielle monnaient leurs motions de défiance ou les interpellations des ministres et autres gestionnaires de l'Etat. Il parle de comportement « alimentaire » d'une bonne partie de la classe politique congolaise. « Dans ces situations où les intérêts et les calculs politiques entrent en jeu, les parlementaires deviennent alors très utiles pour la coalition au pouvoir dans des activités parallèles et immorales où sévit un clientélisme excessif ». Parlant des hommes politiques congolais, l'historien Jacob Sabakinu, de l'Université de Kinshasa, qualifie ses compatriotes politiciens de « délinquants ».

e. Corruption et mal gestion

La corruption est l'un des principaux problèmes qui minent la RDC; l'argent est systématiquement détourné par les hommes de pouvoir. Les gens qui dirigent sont intelligents et compétents, mais n'ont pas de conscience; une fois au pouvoir, ils perdent de vue l'intérêt général pour ne défendre que leurs intérêts personnels. Plusieurs études ou enquêtes de journalistes étrangers ont révélé les sommes exorbitantes que gagnaient les élites congolaises; Kabila lui-même possède une fortune incommensurable et des maisons aux quatre coins du monde. L'instabilité politique liée à la guerre à

l'est pousse les politiciens à assurer leur propre arrière plutôt que celles des millions de Congolais qu'ils sont censés protéger.

En conséquence de la corruption et du détournement de fonds systématique, les milliards brassés par le gouvernement entre les revenus de l'économie, les impôts, l'argent du trafic des ressources ou encore les aides internationales ne profitent absolument pas aux Congolais.

Kabila, sous son règne, a entrepris des travaux comme la construction de routes, d'infrastructures, des rénovations de quartiers, mais ces aménagements étaient loin d'être suffisants pour les Congolais qui dénonçaient un pseudo développement de façade, qui se limitait à la capitale, comme une vitrine de développement. Et en effet de nombreuses difficultés persistent : les services publics congolais sont quasiment inexistantes, tous les soins médicaux sont payants et les hôpitaux publics souvent sous-équipés, l'école est payante à tous niveaux ce qui conduit à un taux d'analphabètes problématique chez les nouvelles générations, il n'existe aucun réseau de transport public et l'électricité fait souvent défaut avec un fonctionnement par alternance entre les quartiers.

Le favoritisme est aussi un fléau, car pour accéder aux postes importants, le réseau est plus efficace que le mérite ou les compétences. La corruption est aussi de mise pour ce qui est de la vie politique : dès qu'un opposant commence à se faire remarquer et exprime à haute voix des critiques vis-à-vis de la mauvaise gestion du pays, on achète son silence par des pots-de-vin et des promotions à des postes importants de l'administration. C'est pour cela que l'opposition n'a que peu d'influence, elle ne dure jamais très longtemps, car pour ceux qui détiennent le pouvoir et les richesses, tout s'achète. Pour les Congolais, ce qui semble faire défaut à la gouvernance congolaise. C'est finalement une vision à long terme et un moyen de contrôle sur les dirigeants pour s'assurer que leur objectif principal reste le bien-être de tous.

f. Ingérence étrangère

L'ingérence étrangère est fondamentalement à la base de l'instabilité politique. Les acteurs étrangers sont impliqués dans la crise en RDC depuis la

colonisation et après l'indépendance. Cette implication est de plusieurs ordres. Le premier type de présence étrangère en RDC est constitué des ONG ou organisations internationales en mission humanitaire, pour porter assistance aux populations aux situations difficile. Cette aide extérieure est relativement bien accueillie par les populations défavorisées ou nombreuses victimes des combats à l'est du pays.

Le second visage de la présence étrangère en RDC est à la fois politique et économique. En effet, nombreuses, sont désormais les preuves que l'instabilité politique, dans le volet de la guerre en RDC, profite aux multinationales occidentales qui n'hésitent pas à saisir cette opportunité. Car cette situation chaotique qui dure depuis maintenant plus de 20 ans permet aux multinationales d'avoir un accès privilégié aux ressources naturelles dont regorge le territoire congolais.

L'extraction des ressources par des milices permet d'obtenir les matières premières à un prix défiant toute concurrence. C'est ainsi que l'on peut affirmer que la guerre est entretenue volontairement par l'Occident dans le but de profiter des richesses congolaises. Cela expliquerait d'ailleurs le fait que l'Occident ferme les yeux face aux fraudes électorales, aux violations des droits de l'homme, à la mal gestion et à la corruption des différents régimes qui se sont succédé en RDC. Pour ces derniers, le dirigeant au pouvoir ne maîtrise pas son territoire et n'est pas en mesure de mettre fin à la guerre. Or maintenir un maillon faible au pouvoir tout en armant les milices qui lui font face permet à l'Occident de maintenir la guerre, et de continuer à profiter de la situation.

CONCLUSION

L'instabilité politique en RDC est dû à l'inadaptation des structures politiques qui se révèle à la fois par la forme de l'Etat qui ne reflète pas les caractéristiques de la société congolaises et d'un appareil de l'Etat, théoriquement, fondé sur le principe de la souveraineté populaire (ou nationale). Cette situation est exacerbée par les classes dominantes caractérisées par une dérive autoritaire contre laquelle s'élèvent des forces de contestation internes et externes.

Ainsi, malgré le passage du monopartisme au multipartisme, les dirigeants congolais qui se sont succédé au pouvoir jusqu'à 2018 sont toujours tentés de confisquer le pays et développent des velléités auto-centristes qui leur font tourner le dos au peuple. Alors que « c'est le peuple, dans son ensemble, qui devait être au centre des phénomènes de pouvoir, être l'inspirateur suprême et le bénéficiaire de l'action politique.

Le peuple congolais a assisté au refus d'alternance au pouvoir jusqu'aux élections de 2018, l'absence de dialogue au début du mandat de Mobutu jusqu' avril 1990 et tout au long du mandat de Laurent Désiré Kabila, la non-libéralisation de l'espace politique, la peur de l'opposition, la diabolisation des opposants qui a débouché sur la violence, des coups d'Etat institutionnel, des guerres civiles, des émeutes, des sécessions, des rébellions, des instabilités constitutionnelles », l'obsession du repositionnement politique et une opposition de diabolisation du régime en place, etc. La conséquence la plus directe reste des affrontements armés qui contraignent les populations à aller au-delà des frontières étatiques de la RDC.

Malgré l'intelligence des Congolais et la richesse de son sous-sol, les congolais n'ont pas encore réussi à doter la RDC de structures économiques viables et le produit national n'est pas équitablement réparti entre les différentes couches de la population. A cause de cette instabilité politique, la RDC vit dans un paradoxe où le sol est riche, sur lequel vit une population extrêmement pauvre. Ce qui pousse certains Congolais de fuir le pays pour des raisons économiques et espèrent vivre mieux dans d'autre pays.

Cette instabilité politique a également comme élément explicatif les violations graves des droits de l'homme. Ainsi, les multiples conflits en RDC tirent leur origine de la confirmation ou de la revendication d'une certaine identité socio-culturelle propre (Banyamulenge), de l'imposition d'un statut racial déterminé en fonction des enjeux socio-politiques (exclusion de Moise Katumbi aux élections de 2018 sous prétexte qu'il était Italien) ainsi que de l'intolérance ou de l'intégrisme basé sur les croyances religieuses des peuples (les comportements criminels des ADF en Ituri).

En définitive, la RDC est passée du multipartisme au monopartisme et du monopartisme à un retour et un atterrissage forcé à un nouveau multipartisme mal préparé, qui a replongé le pays dans des tensions permanentes et un cycle infernal de violence. Plus de cinquante ans après que la RDC a acquis l'indépendance, les Congolais eux-mêmes se rendent de plus en plus compte que ce pays doit chercher ailleurs ce qui l'accable.

L'homme politique congolais ne s'est pas encore démarqué de la conception traditionnelle du pouvoir comme étant une propriété privée, une affaire de clanisme et de clientélisme politique où la contradiction ne peut exister. Le chef doit régner en maître absolu sur ses sujets.

Transposée au niveau national, cette conception du pouvoir, loin de contribuer à l'épanouissement et au progrès, constitue un blocage qui, à la longue, est devenu l'une des causes de discorde et de tensions sociales où l'homme politique, devenant méfiant, s'entourera des siens et s'opposera à tout dialogue avec les autres couches de la société.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- DURAND P. M., « L'ONUC (1960-1964) ou « la plus grande des opérations » : un contre-modèle ? », dans *Relations internationales*, n°127, 2006/3.
- NICOLETTA, *De 1960 à aujourd'hui, 5 temps forts de l'histoire de la République Démocratique du Congo*, John Wessels, AFP, Bruxelles, 25 juin 2020.
- Rapport du groupe d'experts du 12 avril 2002.
- Rapport du groupe d'experts du 16 octobre 2002.
- TCHETA-BAMPA A. et MANKINDA B., « Instabilité gouvernementale en République Démocratique du Congo : dépendance au chemin suivi », Université Panthéon-Sorbonne et Université de Picardie Jules Verne, Paris, 2020.